

Débats stratégiques à l'époque de la Première Internationale

Il y a actuellement trois similitudes avec la période dans laquelle s'est construite la 1^o internationale :

- il n'y a pas d'expérience révolutionnaire fondatrice, équivalente à la révolution russe pour la troisième internationale ;
- il n'y a pas de véritable internationale, seulement des groupes politiques internationaux ;
- il n'y a pas de partis de masse se donnant l'objectif de construire une autre société, le socialisme, comme cela était le cas en Europe dès la fin du XIX^o et tout au long du XX^o siècle

Qu'est ce qu'on entend par cette période ?

Il est plus facile de préciser la date à laquelle naît la I^{re} Internationale: le 28 septembre 1864, au meeting londonien de Saint Martins Hall, entièrement organisé et dirigé par des ouvriers, que d'en signaler avec exactitude le décès: celui-ci date-t-il du congrès de La Haye (sept. 1872) où la décision est prise de transférer à New York, loin des luttes réelles, le conseil général, organisme dirigeant. Plusieurs sections européennes continuant cependant à manifester une grande vigueur, se produit-il plutôt à la conférence de Philadelphie (juill. 1876) qui prononce la dissolution pure et simple du conseil? Ce n'est pas le plus important.

En réalité les débats essentiels se déroulent durant les 8 premières années, c'est très court ! Pour autant l'A.I.T. fut, selon une formule célèbre, une «grande âme».

L'internationalisme qui s'y exprime est l'expression du mouvement ouvrier européen en cours de développement que l'A.I.T. va refléter : trade-unionisme anglais, mutuellisme français, républicanisme ardent des hommes de quarante-huit, les mazziniens notamment, etc. Marx assistait à cette réunion en qualité d'invité, il ne représentait pas une organisation ouvrière. Il ne fut pas le fondateur de celle-ci même s'il va en devenir très vite le principal dirigeant. C'est lui qui rédige le rapport du Conseil général de l'A.I.T. pour le congrès de Bruxelles de 1868 qui résume ce qu'est cette internationale : «Elle n'est fille ni d'une secte ni d'une théorie. Elle est le produit spontané du mouvement prolétaire engendré lui-même par les tendances naturelles irrépressibles de la société moderne», c'est-à-dire par le développement des luttes politiques et économiques de classes. »

1) Coopératives, communautés, associations, la transformation de la société en contournant l'état

• Robert OWEN

Créateur du premier mouvement appelé socialisme, ancêtre des systèmes coopératifs, critiqué non sans vénération par Marx et Engels, il est l'un des grands du « socialisme utopique ».

Selon Owen, l'érection de communautés autonomes de travailleurs (groupant de cinq cents à deux mille personnes) résoudra la question sociale et inaugurerait un nouvel ordre mondial, « **par un libre essaimage d'associations coopératives, on pouvait arriver sans le secours de l'état, en révolte contre l'état, à constituer un nouveau monde économique et moral** »¹.

Il se tourne vers les ouvriers, estimant qu'ils ne pouvaient compter sur personne pour améliorer leurs conditions de vie et de travail, pour qu'ils créent eux-mêmes des colonies dans lesquelles il n'y aurait ni propriété individuelle, ni religion, ni liens légaux en matière sexuelle.

Ne parvenant pas à les réaliser en Grande Bretagne, il se rend aux États-Unis en 1824 et achève d'engloutir sa fortune dans l'éphémère communauté de New Harmony.

Il se retrouve en Angleterre, en 1829, à la tête d'un important réseau de coopératives.

Ses disciples « **fondèrent des coopératives (la première à Brighton en 1828) tout d'abord de consommation, puis de production.** Les associés payaient 5% de plus que le prix de gros, ces 5% fournissaient un pécule, grâce auquel on ouvrait des ateliers. Ces petites coopératives se multiplièrent, et bientôt se posa le problème de l'écoulement de leurs produits. On créa alors le « bazar coopératif » où les produits s'échangeraient en 1832 à Londres se constituait le « **National equitable Labour Exchange** » où les produits s'échangeaient en effet, selon le nombre d'heures de travail contenu dans chacun d'eux ; la monnaie était supprimée et remplacée par des bons indiquant le nombre des heures de travail, les « **Labour notes** ».....en 1830, il y avait en Angleterre 170 boutiques coopératives, en 1832, de 400 à 500. Puis elles disparurent assez rapidement (durant le mouvement chartiste) pour réparaître plus tard, vers 1840, avec des magasins coopératifs, « stores, où le bénéfice était aboli. »².

• Charles FOURIER (1772-1837),

Ce précurseur d'un socialisme coopératif n'est pas un révolutionnaire, détestant tout particulièrement la violence consubstantielle à la Révolution qu'il rejette en bloc et l'austérité qu'elle a entraînée. Selon lui, dès 1789 le mal est là qui a détruit les liens sociaux en voulant recomposer une révolution d'individus libres et égaux : la liberté n'est qu'un leurre et l'harmonie sociale qui résulte de la diversité est préférable à l'égalité.

Une organisation communautaire conforme aux exigences de la nature doit permettre le passage à l'ère de « *l'industrie sociétaire, véridique et attrayante* ». Telle est la raison d'être de la phalange, établie dans un phalanstère, communauté essentiellement agricole de 1 620 hommes et femmes où se combinent les 810 caractères dénombrés par Fourier. On y travaille dans l'harmonie et le plaisir selon ses propres passions. **Si les hiérarchies subsistent ainsi que l'inégalité des richesses, le salariat en est banni, chacun étant propriétaire de tout « en participation ».** Ils « *s'isolent volontairement du genre humain pour démontrer la possibilité d'une vie harmonieuse ; le travail y sera en majeure partie agricole. ... les séances de travail seront courtes, les travaux seront variés, ... les produits à distribuer seront divisés en 1200 parts, 600 réservées au travail, 400 au capital, 200 aux lumières*

¹ Elie Halevy histoire du socialisme européen note page 21

² Elie Halevy histoire du socialisme européen note page 41

et talents³. » **La généralisation de tels phalanstères créera un nouveau monde.**

• CABET

Il estime que l'égalité absolue et la fraternité conduisent naturellement au communisme des biens. La propriété abolie, le commerce supprimé, l'économie et l'éducation placées sous le contrôle de l'État, chacun recevant une rémunération selon ses besoins, tous les vices de la civilisation seront exterminés ; le progrès de l'industrie permettra l'abondance.

Pour l'installation du communisme, Cabet récuse l'emploi de la violence, confiant dans la seule force de la discussion et de l'exemple : « **Du prosélytisme seulement et toujours du prosélytisme, écrit-il, jusqu'à ce que la masse adopte le principe de la communauté.** »

Pour lui, le communisme « *est la réalisation la plus complète et la plus parfaite de la démocratie* » et le projet communiste qu'il propose tient plus de l'application d'utopies communautaires à la société entière que d'une réflexion approfondie et critique ou d'un projet révolutionnaire.

• Ateliéristes, BUCHEZ

Dès cette époque, Buchez consacre ses efforts à édifier une synthèse entre le christianisme, auquel il se convertira dix ans plus tard en devenant l'initiateur du mouvement social chrétien, le socialisme et les idéaux de la Révolution française.

Ces associations, qui sont des coopératives ouvrières de production formées sur la base d'un capital inaliénable et indissoluble, doivent, selon lui, en se propageant, permettre de rassembler un «capital ouvrier» global sur lequel la classe laborieuse pourra s'appuyer ; leur généralisation poserait les fondements d'une rénovation de la société par l'Associationnisme.

Quels problèmes ?

Parfois deux statuts, les sociétaires et les auxiliaires qui n'ont pas les mêmes droits.

Il y a des associations dans lesquelles on trouve 200, 300 auxiliaires, et comme le dit Perrachon, il y a des associés qui « manient la truelle ».

De ce point de vue, les associations « libres » ont cet avantage sur les « subventionnées, qu'elles peuvent embaucher comme elles veulent des auxiliaires, les autres sont « ligotées par l'article 25celui-ci les a obligées à recruter soit de nouveaux associés, soit des collaborateurs intéressés aux bénéfices..⁴»

Cf la « fraternelle association des facteurs de pianos » adopte en 1852 de nouveaux statuts dans lesquels ils refusent par 15 contre 10 le partage égal de leurs bénéfices, mais décident que les bénéfices réalisés sur les auxiliaires sont également répartis entre tous les sociétaires⁵. Cf association des tailleurs⁶.

Le gérant a une autonomie très variable, du statut d'un sociétaire à celui d'un directeur révocable Cf les administrateurs de la verrerie d'Anzin, qui luttent contre les associés qui arrivent tard, partent tôt, refusent certains travaux, les licenciements et finissent par avoir raison de ces associés récalcitrants « *en violant les statuts. Nous avons pris la haute main, avons dominé, commandé, nous nous sommes fait haïr* », comme le dit le sous préfet « *ils se sont faits patrons, et à l'exploitation de l'homme par l'homme ils ont substitué l'exploitation de l'ouvrier par une petite oligarchie subventionnée*⁷»

³ Elie Halevy histoire du socialisme européen page 88

⁴ Rancière – la nuit des prolétaires – page 349

⁵ Rancière – la nuit des prolétaires – page 350

⁶ Rancière – la nuit des prolétaires – page 351

⁷ Rancière – la nuit des prolétaires – page 347

Le capital investi dans l'association est celui que peuvent mettre des ouvriers pauvres : obligatoirement limité, et on ne peut donc créer que des structures limitées.

L'association est complètement imbriquée dans les contradictions globales du système, elle est en compétition avec les entreprises capitalistes, ce qui a des conséquences sur les conditions durée travail, le niveau de salaire,...

Les proudhoniens critiquent ce type d'associations pour une autre raison : les bénéfices sont faits aussi sur le prix de vente ... à des prolétaires (exemple tailleurs)⁸.

Cf tailleur Whary démissionnaire de l'association des tailleurs, car le bénéfice est fait sur le travail des « sœurs couturières » et le prix de vente aux « frères prolétaires »

• PROUDHON

Ouvrier d'origine et autodidacte, une des références importantes d'une partie du courant anarchiste, il va avoir une grande importance en France au milieu du XIX^e siècle au sein des militants ouvriers agissant pour une société socialiste, puis des militants de la première internationale.

L'amélioration de la situation de l'ouvrier ne vient pas pour lui de la grève ou de la lutte économique, mais de la transformation de l'ouvrier en propriétaire, en producteur indépendant. Il défend le « mutuellisme », le « contrat social ».

- Le contrat social est un contrat libre entre citoyens (synallagmatique), sans intervention extérieure⁹

« Le contrat est donc essentiellement synallagmatique : il n'impose d'obligation aux contractants que celle qui résulte de leur promesse personnelle de tradition réciproque ; il n'est soumis à aucune autorité extérieure ; il fait seul la loi commune des parties ; il n'attend son exécution que de leur un même intérêt ? »

- la concurrence est nécessaire, il faut agir sur les rapports d'échange

C'est ce que nous avons appelé, par opposition à l'organisation du travail, organisation du crédit et de la circulation. Car, comme dans l'être vivant la circulation est fonction maîtresse, et l'appareil circulatoire le premier formé ; ainsi la révolution économique doit commencer par la circulation et l'échange, et abandonner à la liberté individuelle, restaurée, le travail et l'atelier. Ajoutons, enfin, qu'autant il y a peu de spontanéité dans l'organisation du travail par l'État, autant il y a de spontanéité dans l'organisation du crédit par le concours de tous les citoyens, qu'il suffit d'avertir de ce qu'ils ont à faire pour que la réforme s'opère, par leurs soins, librement...¹⁰ ».

L'action collective des travailleurs et la lutte entre les classes est critiquée

Il ne prévoit jamais l'organisation des opprimés, n'a jamais participé à aucune organisation que ce soit, à aucun moment l'action collective des travailleurs n'est comprise comme la construction d'un rapport de force pour changer la société.

-le refus de tout système

Pour Proudhon dans la révolution française, le pire c'est 1793, l'Etat contre les libertés

Il souhaite un équilibre de justice respectueux des individualités, et finit par expliquer en 1847 que la « clef de la révolution est dans la science économique permettant d'organiser le crédit gratuit et l'échange égal¹¹. »

Le socialisme proudhonien, est hostile à toute action révolutionnaire (celle qui jaillit de la lutte des

⁸ Rancière – la nuit des prolétaires – page 351 et sd

⁹ mutuellisme pages 11, 12, 15

¹⁰ Tome VI œuvres complètes Banque d'échange., p. 173.

¹¹ Elie Halevy histoire du socialisme européen page 92

classes elle-même), à tout mouvement social, à toute objectif collectif réalisable par des moyens politiques (comme, par exemple, la diminution légale de la durée de la journée de travail); et cela sous prétexte de liberté, d'antigouvernementalisme ou d'individualisme antiautoritaire.

Sa doctrine est pacifique, adaptée au mouvement ouvrier légal, il s'efforce d'inscrire la défense de l'autonomie individuelle dans le cadre de la réalité sociale, en luttant contre le pouvoir oppresseur et démoralisant du capital.

Afin d'évincer le capital de la vie sociale et économique, il propose la suppression du numéraire et la gratuité du crédit. L'argent serait remplacé par des billets de crédit gagés sur des produits dont la valeur est fonction du travail qu'ils représentent, le crédit et l'escompte seront confiés à une société mutuelle de crédit dont les membres s'entraident, se rendent mutuellement des services, d'où le nom de mutuellisme.

En résumé, entraide, renonciation aux grèves, légalisation des sociétés ouvrières, crédit gratuit, renonciation à la lutte politique directe, amélioration de la situation des travailleurs par la seule lutte économique, qui de fait n'est pas dirigée contre la société capitaliste

Comme l'explique Engels, à propos du plan de Karl Grün, très lié à Proudhon :

« Qu'y voyons nous ? Ni plus ni moins que les « bazars du travail » connus déjà depuis si longtemps en Angleterre, les associations d'artisans, de différents professions, associations qui ont déjà maintes fois fait faillite, un grand entrepôt ; tous les produits fournis aux membres des associations sont estimés d'après le coût de la matière première et la somme de travail dépensée à leur confection et sont payés par d'autres produits estimés selon la même méthode. Toute la quantité de produits dépassant les besoins de l'association est vendue sur le marché et la recette va au profit des producteurs. Ainsi le malin Proudhon croit supprimer le profit réalisé par l'intermédiaire commercial ¹²»

- **LASSALLE en Allemagne**

En 1862, Lassalle développe à Berlin, au cours d'un meeting, son « programme ouvrier » : il y propose la **conquête pacifique du pouvoir d'État par le suffrage universel.**

Lasalle voyait dans les associations le moyen de construire le socialisme, et en corollaire, il voyait comme inutile l'organisation des syndicats.

Il définit aussi sa célèbre « loi d'airain des salaires»: le salaire perçu par l'ouvrier se borne dans le système capitaliste à une valeur minimale, équivalente à ce qui lui est indispensable pour assurer sa subsistance, à la survie et il décline inexorablement avec le progrès technique.

Elle sera combattue par Marx comme une aberration économique :

« Depuis la mort de Lassalle, notre Parti s'est ouvert à cette vue scientifique selon laquelle le salaire du travail n'est pas ce qu'il paraît être, à savoir la valeur (ou le prix) du travail, mais seulement une forme déguisée de la valeur (ou du prix) de la force de travail. Ainsi, une fois pour toutes, était mise, au rebut, la vieille conception bourgeoise du salaire en même temps que toute la critique dirigée jusqu'ici contre elle, et il était clairement établi que l'ouvrier salarié n'est autorisé à travailler pour assurer sa propre existence, autrement dit à exister, qu'autant qu'il travaille gratuitement un certain temps pour les capitalistes (et par suite pour ceux qui, avec ces derniers, vivent de la plus-value); que tout le système de la production capitaliste vise à prolonger ce travail gratuit par l'extension de la journée de travail ou par le développement de la productivité, c'est-à-dire par une plus grande tension de la force de travail, etc.; que le système du travail salarié est, par conséquent, un système d'esclavage et, à vrai dire, un esclavage d'autant plus dur que se développent les forces sociales productives du travail, quel que soit le salaire, bon

¹² cité par D Riazanov Marx et Engels page 81

ou mauvais, que reçoit l'ouvrier. Et maintenant que cette vue pénètre de plus en plus notre Parti, on revient aux dogmes de Lassalle, alors qu'on devrait savoir que Lassalle ignorait ce qu'est le salaire et qu'il prenait, à la suite des économistes bourgeois, l'apparence pour la chose elle-même.

C'est comme si, dans une révolte d'esclaves qui auraient enfin pénétré le secret de l'esclavage, un esclave empêtré dans des conceptions surannées inscrivait au programme de la révolte : l'esclavage doit être aboli parce que, dans le système de l'esclavage, l'entretien des esclaves ne saurait dépasser un certain maximum peu élevé ! »¹³

Les débats dans la 1^{ère} internationale

L'adresse des Français à la réunion de création de l'AIT en 1864 fut lue par Tolain :

« Progrès universel, division du travail, liberté du commerce, voilà les trois facteurs qui doivent fixer notre attention, car ils sont de nature à transformer radicalement la vie économique de la société. Contraints par la force des choses et les besoins du temps, les capitalistes ont formé de puissantes unions financières et industrielles. Si nous ne prenons pas de mesures de défense, nous serons impitoyablement écrasés. Nous, ouvriers de tous les pays, nous devons nous unir et opposer une barrière infranchissable à l'ordre de choses existant, qui menace de diviser l'humanité en une masse d'hommes affamés et furieux d'une part et, de l'autre, en une oligarchie de rois de la finance et de bonzes repus. Aidons-nous les uns les autres pour atteindre notre but. »

Premier congrès 3-8 septembre 1866 congrès à Genève

La bataille principale se déroula entre les proudhoniens qui « donnent le ton » et le conseil général (Eccarius et les délégués anglais, Marx n'était pas là).

Les proudhoniens français, menés par Tolain, y défendent :

- le refus du travail de la femme (à l'exception de quelques uns dont Varlin),
- le refus de la limitation légale de la durée du travail,
- **l'idée de l'émancipation ouvrière par la généralisation des organismes « mutuellistes » (caisses de secours, coopératives, etc.). L'objectif principal ne serait pas de détruire la société mais de l'aménager. Ils proposaient la conclusion d'accords entre les différentes coopératives, l'organisation du crédit gratuit, etc ...**

La réponse du conseil général écrite par Marx est qu'il faut préférer les coopératives de production aux coopératives de consommation, tout en affirmant :

« Mais ce n'est pas des coopératives, quelles qu'elles soient que l'on peut attendre la suppression du régime capitaliste. Pour cela, il faut des changements vastes, radicaux, s'étendant à la société toute entière. De tels changements ne sont possibles que par l'intermédiaire d'une force sociale organisée, le pouvoir étatique, qui doit passer des mains des capitalistes et des propriétaires fonciers à celles de la classe ouvrière¹⁴ ».

Mais le congrès adopta seulement une résolution prudente, qui ne tranchait pas la question, en recommandant l'étude de la question du crédit et de l'unification de toutes les sociétés ouvrières de crédit.

Devant l'échec du mutuellisme à la fin des années 1860 et compte tenu de la forte hausse du nombre des grèves, le débat entre action révolutionnaire ou réformisme constructif se trouve petit à petit tranché en pratique.

¹³ Marx 1875 « Gloses marginales au programme du Parti Ouvrier allemand »

¹⁴ Marx cité par D Riazanov « Marx et Engels » page 176

Second congrès 2-8 septembre 1867 à Lausanne

La prééminence française commence à s'émousser, car les idées qu'ils défendent ne correspondent pas à l'évolution du mouvement ouvrier, y compris et surtout en France.

Troisième congrès 6-13 septembre 1868 à Bruxelles

Le renforcement de l'internationale, son implication dans les grèves ouvrières a des traductions politiques.

Pour la première fois, le point de vue du socialisme, ou comme on disait alors, du collectivisme, triompha contre les français. La coopération ouvrière est désormais vue non plus comme un moyen, mais comme la préfiguration de la société socialiste émancipée. On reconnut, sur proposition des belges, la nécessité de socialiser les moyens de transport et de communication, des mines et des carrières ainsi que le sol, au « désespoir » du dernier groupe de proudhoniens français.

Mais cette résolution ne fut adoptée dans sa forme définitive qu'au congrès suivant, le quatrième tenu à Bâle en 1869

Cette fois, les partisans de l'appropriation collective des moyens de production par la classe ouvrière, contre le rêve du retour à leur propriété individuelle sont clairement majoritaires ; 54 pour, 4 contre et 13 abstentions : les proudhoniens subissent une défaite complète.

2) Le syndicalisme et la grève comme moyen d'action

La question de la grève générale

Des le début des années 1830 en GB une campagne est engagée pour la journée de 8 heures par Robert Owen et par un député John Fielden qui propose aux travailleurs la méthode de la grève générale.

Des travailleurs s'y essaient. Les fileurs de coton décident de réclamer les 8 h à partir du 1^{er} mars 1834, mais remettent la grève au 2 juin, puis au 1^{er} septembre avant d'abandonner le projet.

Une tentative des mineurs avait également échoué en avril de la même année.

La grande union consolidée des métiers

Elle recueille dès décembre 1833, les adhésions des sociétés ouvrières.

Cette une fédération s'occupe de l'assurance contre la maladie, les caisses de retraite, les ateliers coopératifs et soutient les grèves qui éclatent un peu partout : bonnetiers de Leicester en nov 1833, le bâtiment à Glasgow en, etc ..., tout en prévoyant une grève générale d'expropriation¹⁵.

Le Mouvement Chartiste

La proposition est faite au mouvement chartiste d'une « grande fête nationale » par un membre d'un membre du comité de la National Union Working Class, William Benbow.

Pendant un mois, les classes laborieuses cesseront le travail, seront nourries par les riches et réunies en congrès constitué de délégués choisis par les comités des paroisses et districts « *feront des lois pour toute l'humanité. La Constitution rédigée pendant cette fête mettra tous les humains sur un pied d'égalité : droits égaux, libertés égales, jouissances égales, respect égal, part égale dans la production, c'est là le but saint de notre jour de fête.* »¹⁶

En France, à partir des années 1860, l'extension des concentrations ouvrières se traduit par une augmentation des conflits, qui conduit le pouvoir à dépénaliser le droit de grève en 1864. Les chambres ouvrières, tolérées, encadrent des corporations de plus en plus nombreuses, le droit syndical sera autorisé en 1884

Les débats dans la 1^{ère} internationale

Première conférence à Londres 25-29 septembre 1865

Il y eu notamment un rapport pour la lutte économique de classes et l'organisation dans les syndicats de la classe ouvrière, qui sont les «écoles du socialisme».

«*Si la classe ouvrière, note Marx, lâchait pied dans son conflit quotidien avec le capital, elle se priverait certainement elle-même de la possibilité d'entreprendre tel ou tel mouvement de plus grande envergure*». Mais «*les ouvriers ne doivent pas s'exagérer le résultat final de cette lutte quotidienne. Ils luttent contre les effets et non contre les causes*». Ils doivent donc inscrire sur leur drapeau le mot d'ordre révolutionnaire: «*Abolition du salariat*», qui est leur objectif final¹⁷».

¹⁵ Dolléans – Histoire du Mouvement Ouvrier – page 120

¹⁶ E Dolleans « le chartisme » page 100

¹⁷ Salaire, prix et profit, rapport de 1865 à l'Internationale

Premier congrès 3-8 septembre 1866 à Genève

Le rapport du conseil demandait l'organisation de l'entraide internationale dans les grèves, et la question des syndicats souleva de vifs débats.

Les français s'élevaient contre les grèves et toute organisation de la résistance aux employeurs : pour les proudhoniens le seul salut est dans la coopération.

La résolution sur les syndicats proposée par Marx fut adoptée, mais « *elle provoqua le même malentendu que les autres décisions de la 1^{ère} internationale. Longtemps le texte exact n'en fut pas connu...*¹⁸ »

Selon cette résolution, les syndicats sont le résultat de la lutte entre le capital et le travail salarié, car il n'y a pas de contrat libre entre le patron et l'employé. Derrière chaque capitaliste il y a la force de la société, à cette force les ouvriers ne peuvent opposer que leur nombre, la force sociale dont ils disposent. Elle est réduite par la concurrence entre ouvriers, qu'il faut supprimer, ou tout au moins modérer. C'est de cela que sont nés les syndicats, avec pour tâche limitée au début aux besoins journaliers des ouvriers, ils ont cherché à limiter les empiètements continuels du capital, le salaire et la durée de travail. Cette action est déclarée, non seulement légitime, mais nécessaire. « *Inconsciemment les syndicats ont été et sont encore des centres d'organisation pour la classe ouvrière, comme l'ont été les communes du moyen âge pour la bourgeoisie. Et s'ils sont nécessaires pour la guerre de partisans entre le capital et le travail, ils sont encore plus importants comme facteur d'organisation pour la suppression du régime salarial lui-même. Par malheur, les syndicats ne sont pas encore complètement rendu compte de cette tâche. Trop absorbés par leur lutte locale et directe contre le capital, ils n'ont pas encore complètement compris la force de leur action dirigée contre le système lui-même de l'esclavage salarié. C'est pourquoi ils se sont tenus et se tiennent encore trop à l'écart des mouvements généraux et politiques.*¹⁹ »

Le texte répond à la fois aux proudhoniens, et à la fois aux syndicalistes « purs », qui veulent limiter les tâches du syndicat, et ne pas s'engager à agir consciemment pour l'émancipation complète de la classe ouvrière, en secondant tout mouvement social et politique tendant à ce but.

Les délégués anglais défendirent également la résolution sur la journée de huit heures, contre les français.

Sur la proposition du conseil général, le congrès fixa à huit heures la limite légale revendiquée de la durée du travail, n'autorisant le travail de nuit que dans des cas exceptionnels, dans des secteurs particuliers, en tendant à sa suppression.

Concernant le travail des femmes, les français et les suisses étaient contre. Le congrès adopte des thèses générales écrites par Marx contre le travail de nuit, les travaux dangereux, et en même temps... la résolution des français. En gros le congrès décidait qu'il fallait interdire le travail des femmes, mais que s'il était pratiqué, il fallait le limiter.

troisième congrès 6-13 septembre 1868 à Bruxelles

C'est le congrès où le point de vue du socialisme, ou comme on disait alors, du collectivisme, triomphe contre les français.

Avec son cortège de violences et de répressions, la légitimité et la nécessité de la grève sont définitivement reconnues en septembre 1868, c'est la conclusion des débats précédents.

¹⁸ D Riazanov Marx et Engels page 172

¹⁹ D Riazanov Marx et Engels page 173

Le congrès de Bruxelles se tient dans un climat de guerre à venir.

« Après des débats animés, le congrès de Bruxelles, au cours duquel les uns avaient demandé d'organiser une grève générale en cas de guerre, les autres démontré que seul le socialisme pouvait mettre fin à la guerre, adopta une résolution transactionnelle assez confuse²⁰ »

quatrième congrès 5-12 septembre 1869 à Bâle

C'est celui durant lequel les proudhoniens subissent une défaite complète, les partisans de l'appropriation collective des moyens de production par la classe ouvrière, contre le rêve du retour à leur propriété individuelle sont clairement majoritaires ; 54 pour, 4 contre et 13 abstentions :.

"Plus important encore la résolution –prise à l'unanimité- qui affirme la nécessité d'une organisation syndicale internationale : « le congrès est d'avis que tous les travailleurs doivent s'employer activement à créer des sociétés de résistance dans les différents corps de métiers ²¹ »

²⁰ D Riazanov Marx et Engels page 179

²¹ Annie Kriegel Les internationales ouvrières p 20

3) La théorie de l'insurrection de Blanqui

Les débats sur la violence existent dans le Mouvement chartiste

entre partisans d'une action pacifique fondée sur la persuasion de la « force morale » et les tenants de l'emploi de la force physique, disposés à propager la révolte pour détruire l'ordre existant.

Par exemple, lors du meeting du jour de l'an 1838, le conservateur social Stephens « *se déclare un révolutionnaire par le feu, un révolutionnaire par le sang, jusqu'au couteau et jusqu'à la mort, et il donne le conseil à tout homme d'avoir son pistolet ou sa pique, à toute femme d'avoir sa paire de ciseaux, et à tout enfant sa boîte d'aiguilles..... à Glasgow, au nom du droit qu'à tout homme de se procurer par son travail de quoi se nourrir et se vêtir confortablement, lui, sa femme et ses enfants, le même Stephens somme les classes régnautes d'agir comme la loi le prescrit et Dieu l'ordonne, sinon, Nous envelopperons d'une flamme dévorante, à laquelle aucun bras ne pourra résister; les manufactures des tyrans du coton et les monuments de leurs rapines et de leurs meurtres, édifiés sur la misère de millions d'êtres que Dieu, notre Dieu, le Dieu de l'Ecosse, a fait pour être heureux* »²².

Essentiellement en France

Dans les années suivant la révolution, les sociétés révolutionnaires ont continué à exister, essentiellement composées d'étudiants et d'intellectuels, les ouvriers n'y sont que l'exception. Cela va changer à partir de 1830 (Riazanov p 21).

Après les insurrections des canuts Lyonnais, commencent les premières tentatives d'organisations révolutionnaires des ouvriers, qui participent de plus en plus nombreux à l'activité des sociétés secrètes. Dès 1833, malgré la répression selon Vidocq , le « chef de la sureté » « il y a plus de cent sociétés secrètes qui gangrènent Paris». A partir de 1835, l'influence socialiste y domine nettement.

La pensée de Blanqui

« ...les trois piliers principaux sur lesquels repose la philosophie sociale de Blanqui qui se résume aux trois mots clefs « communisme », « athéisme » et « dictature pour l'instruction ».²³

L'importance de Blanqui est qu'il se situe clairement dans le domaine politique et non dans celui de l'économie : c'est lui qui formule le premier la théorie de la lutte révolutionnaire des classes.

« *Il interprète tous les événements de l'histoire sociale dans le sens d'une lutte impitoyable et permanente entre les pauvres et les riches ... La révolution, seul espoir des masses, est comprise comme un acte de libération collective d'une situation d'oppression intolérable..* »²⁴.

« ...pour Blanqui, les propositions de Proudhon...l'idée de la coopérative... est rejetée..comme réformiste, de même que l'idée des ateliers sociaux de Louis Blanc. Ces réalisations, pense-t-il, ne serviraient nullement à libérer la classe ouvrière, elles ne feraient que l'exposer à d'autres déboires bien inutiles. Ainsi les coopératives de production sont-elles, à ses yeux, « le piège le plus funeste où puisse tomber le prolétariat ». tant qu'il n'y a pas de prise de pouvoir centrale de la classe ouvrière au niveau de l'Etat, les structures de la société capitaliste ne pourraient pas changer radicalement, elle seraient seulement légèrement modifiées par un mouvement coopératif qui s'étend La seule forme d'action organisée dans le domaine de la production que Blanqui jugeait valable était la création de sociétés de résistance... conçues comme des comités politiques de lutte à l'entreprise, comme un organisme de la révolte contre le capital et l'Etat »²⁵.

²² E Dolleans « le chartisme » page 128

²³ introduction Munster « Blanqui Ecrits sur la révolution » page 17

²⁴ introduction Munster « Blanqui Ecrits sur la révolution » page 25

²⁵ introduction Munster « Blanqui Ecrits sur la révolution » page 26 et s

Munster résume bien la théorie de l'insurrection de Blanqui²⁶ :

« Une société secrète de révolutionnaires professionnels, bien entraînés, suivant aveuglément les instructions d'un chef, et organisés de façon paramilitaire, prépare un soulèvement armé dans la plus grande clandestinité ; ils agissent donc à la place des masses, mais objectivement ils représentent leurs intérêts. Dans une situation de recrudescence objective des contradictions de classe, elle occupe... tous les points de la capitale qui ont une importance stratégique..., elle désarme les forces armées, renverse le gouvernement par un putsch, et érige la « dictature révolutionnaire » soutenue par les masses qui sont spontanément entraînées dans le soulèvement et armées. Les nouveaux hommes au pouvoir forment d'abord un « gouvernement provisoire » qui, « dans l'intérêt du peuple », et dans le cadre d'une « dictature de l'éducation »... Ce programme... révèle la méfiance néo-jacobine de l'action spontanée et autonome des masses, et de leurs capacités à se gouverner elles-mêmes et des gérer les affaires de l'état, une fois le pouvoir acquis. Il reste très imprécis sur les modalités de la fin de la dictature d'éducation et le passage réel en une société socialiste... il ne parle pas non plus concrètement de la réorganisation des rapports de production après la révolution. Il met clairement l'accent sur la révolution de la superstructure (armée, école, justice, église) en négligeant le domaine qui pour Marx et Engels était le point de départ de toute révolution réelle et profonde : celui de la production. Pour Blanqui, la préparation du soulèvement, la réalisation des mesures révolutionnaires ainsi que l'organisation de la « dictature de l'éducation » qui doit préparer le passage à la société communiste, sont l'œuvre d'une élite. Cette élite se compose des militants des organisations secrètes ».

Cette théorie de la révolution comme acte d'une minorité, et le rôle dirigeant des élites qui conçoivent la révolution pour les masses pose de nombreuses questions. Malgré les échecs des soulèvements de 1834, 1839 et 1848, il reste sur cette position.

Les militants blanquistes joueront un rôle très important dans les moments décisifs lors de la révolution de 1848, et surtout lors de la commune de Paris :

« 4 septembre 1870, aussitôt connue la nouvelle de la capitulation de Sedan, le peuple de paris sort spontanément dans les rues, les blanquistes orientent les manifestants. Ils sont quelques centaines, parmi les plus résolus et les plus disciplinés, entraînés au combat et Blanqui est posté avec eux place du Palais Royal. C'est un coup de feu de Philés (jeune blanquiste) qui fait reculer la police et permet à la foule de franchir le pont. Ce sont deux Blanquistes, marchand et Granger qui proclament la déchéance de l'empire et proclament la république à l'hôtel de ville, Jules Ferry et Ledru Rollin usurpent la victoire et mettent en place un gouvernement de la défense nationale ... sans Blanqui²⁷ ».

Les débats sur le lien entre un parti strictement centralisé et la spontanéité des masses continueront bien après... on le reverra avec les polémiques avec Kautsky, entre Lénine et Rosa Luxembourg...

Les blanquistes dans un premier temps ne sont pas membres de l'internationale (tant à cause du refus de se trouver dans une organisation avec les proudhoniens, qu'en raison de leur fonctionnement conspiratif), mais nombre de militants issus du blanquisme en seront des acteurs importants, et ce courant influencera la construction du futur parti ouvrier français.

²⁶ introduction Munster « Blanqui Ecrits sur la révolution » page 29

²⁷ Le Nuz - Maintenant il faut des armes, textes choisis et présentés – page 256

4) L'utilisation de l'état

- La question des ateliers nationaux va continuer à animer la vie politique et sociale dans les années qui suivent la révolution de 1848..

Louis Blanc (1811-1882), **défend la formation de coopératives avec des fonds provenant de l'état et un contrôle de celui-ci.**

Des coopératives sont ainsi fondées (ferblantiers, lampistes) survivront à la Révolution. C'est une vision étatiste d'un changement social, qui existe encore dans le champ politique actuel.

Afin de garantir la vie des individus il demande une organisation du pouvoir car le système concurrentiel ne peut remplir cette mission. Or, dans son esprit, « *c'est une œuvre trop vaste et qui a contre elle trop d'obstacles matériels, trop d'intérêts aveugles, trop de préjugés, pour être aisément accomplie par une série de tentatives partielles*²⁸ ». Dès lors, seul l'État a la puissance nécessaire d'impulsion permettant la mise en place concrète d'un mode alternatif de répartition - le mode de production restant le même - au sein de la société actuelle.

La mission économique de l'Etat démocratique reste simple: en parallèle du système concurrentiel laissé à lui-même, l'Etat doit devenir le commanditaire et le législateur des associations.

Proudhon protestait contre ce socialisme étatiste soit-disant démocratique « *Pour sa part c'était sur l'organisation du crédit et de la circulation qu'il comptait pour résoudre pacifiquement le problème du paupérisme.*²⁹ ».

Blanqui combattait également car ces mesures ne remettent pas en cause le pouvoir d'État.

- les Lassalliens en Allemagne défendent également la création avec l'aide de l'État de coopératives de production, comme moyen de mettre progressivement la main sur les moyens sociaux de production. Ce courant sera l'un des deux fondateurs du SPD allemand, le centre politique de la deuxième internationale.

L'objectif politique central pour Lassalle est la démocratie qui permettrait de régler la question sociale dans l'intérêt de toutes les classes :

« *C'est à un mouvement démocratique national et général que j'appelle et non à un simple mouvement de masse; aucun véritable démocrate ne reculera d'effroi devant le fait que le sort de la classe ouvrière sera amélioré par une assemblée élue au suffrage universel. Aucun cœur véritablement démocratique ne frémira à la pensée que les intelligences de la société, unies, doivent aider la classe nécessiteuse au moyen de mesures politiques. Là est au contraire le véritable intérêt de toutes les classes.* » (*Arbeiterlesebuch*)'

Lassalle considère l'état comme un organe garantissant droit et justice, et se positionne sur les coopératives, pour répondre aux ouvriers-artisans qui se raccrochent à l'espoir des sociétéscoopératives qu'ils forment; mêmes si elles ne sont pour lui qu'un moyen. Sa critique rejoint celle des marxistes : les coopératives de production sont impossibles à généraliser sous le règne du libre marché, étranglées par les grandes fabriques. « *Rien n'est plus facile à la libre concurrence que de terrasser une poignée d'ouvriers associés.* »

La seule façon de l'emporter serait que l'Etat « *fasse passer les gros bataillons du côté des ouvriers, du côté des associations.* » Là encore, ses revendications débouchent sur le rôle central de l'Etat. Selon lui, les mesures transitoires à prendre seraient les suivantes :

²⁸ Louis Blanc, « Le catéchisme des socialistes », p. 18.

²⁹ Elie Halevy « Histoire du socialisme européen » page 95

- l'unification des banques en une Banque d'Allemagne, qui permettrait d'avoir « *le double ou le triple de l'argent nécessaire aux associations* »
- la taxation des capitalistes et des propriétaires fonciers
- l'utilisation de cet argent public pour aider 400 000 ouvriers à s'associer
- les taxes sur ces coopératives permettraient ensuite d'enclencher un cercle vertueux

Il critique aussi les sociétés de crédit, qui ne peuvent que prolonger la mort de la petite-bourgeoisie face au capital, et les coopératives de consommation :

« Le préjudice qui frappe la classe ouvrière ne l'atteint (...) que comme productrice et non comme consommatrice. C'est donc prêter une fausse assistance à l'ouvrier que de vouloir l'aider comme consommateur, au lieu de le seconder là où le bât le blesse vraiment, c'est-à-dire au niveau de la production.

• Le manifeste du parti communiste (1848)

Il oppose au socialisme pacifique, utopique et évitant la lutte politique, le programme révolutionnaire. La partie stratégique est peu développée, mais elle est bien là :

.....

II. Prolétaires et communistes

.....

Nous avons déjà vu plus haut que la première étape dans la révolution ouvrière est la constitution du prolétariat en classe dominante, la conquête de la démocratie.

*Le prolétariat se servira de sa suprématie politique **pour arracher petit à petit tout le capital à la bourgeoisie, pour centraliser tous les instruments de production entre les mains de l'Etat, c'est-à-dire du prolétariat organisé en classe dominante, et pour augmenter au plus vite la quantité des forces productives***

Cela ne pourra naturellement se faire, au début, que par une violation despotique du droit de propriété et du régime bourgeois de production, c'est-à-dire par des mesures qui, économiquement, paraissent insuffisantes et insoutenables, mais qui, au cours du mouvement, se dépassent elles-mêmes et sont indispensables comme moyen de bouleverser le mode de production tout entier. Ces mesures, bien entendu, seront fort différentes dans les différents pays.

5) **Marxisme, révolution et dictature du prolétariat**

• La liaison entre le socialisme scientifique et la philosophie

Marx et Engels adhèrent tous deux à la tendance la plus radicale de la pensée hégélienne.

Hegel s'attache à expliquer le monde tel qu'il se développe.

«Pour comprendre les phénomènes qui nous entourent, il ne suffit pas de les étudier, tels qu'ils existent, il faut comprendre comment ils se sont développés, car tout ce qui est autour de nous est le résultat d'un développement antérieur..... Dans chaque phénomène, dans chaque cause, il se produit une lutte de ces deux principes, la thèse et l'antithèse. De ces deux principes, l'un maintient, l'autre détruit. La lutte de ces deux principes qui existe dans chaque phénomène aboutit à quelque chose de moyen, à leur union. Cette lutte même des contradictions est la source de tout développement ³⁰».

Cette vision du monde est révolutionnaire et va avoir une influence considérable sur la réflexion de tous les révolutionnaires

Mais Hegel était idéaliste, sa philosophie voyant comme principal moteur l'idée absolue, la conscience détermine l'être. Ce dernier point de vue de sa philosophie va être attaqué par un de ses disciples, Feuerbach.

« Il retourne la thèse fondamentale de Hegel et montre que c'est au contraire l'être qui détermine la conscience, qu'il y a eu un temps où l'être existait sans conscience, que la pensée, l'idée, est le produit de cet être même...ce n'est pas Dieu qui crée l'homme, c'est l'homme qui crée Dieu à son image³¹ ».

Marx ne se contente pas de la critique de la religion de Feuerbach. « ...la différenciation du milieu en classes diverses n'est pas quelque chose de primordial, de naturel, mais le produit d'un long mouvement historique. Si l'on étudie la façon dont s'est effectué ce développement, on voit qu'il a toujours été le résultat de la lutte des contradictions, des oppositions surgissant à un stade du développement social. Marx ne s'arrêta pas làtout ce qui s'accomplit dans l'homme, toutes les modifications de l'homme même sont le résultat non seulement de l'action de la nature sur lui, mais encore, dans une plus large mesure, de son action, à lui, sur la nature.en la transformant, transforme les conditions de son existence, et en même temps, se transforme lui-même. ... c'est ainsi que Marx introduisit dans la philosophie passive de Feuerbach l'élément révolutionnaire, l'élément d'action ³² »

Oui, il faut comprendre le monde, mais aussi agir pour qu'il change.

Ainsi, pour changer ce qui ne va pas en Allemagne, il faut qu'un groupe d'hommes aient des conditions d'existence qui les poussent à agir. Étudiant les situations anglaises et françaises, il en arrive à la conclusion que la bourgeoisie allemande n'est pas en mesure de faire ce qu'a fait la bourgeoisie française, seul le prolétariat est en mesure d'assumer le rôle de classe émancipatrice capable de modifier le régime social.

Parce que c'est cette classe qui supporte tous les maux de la société. A la différence des utopistes socialistes, Saint Simon, Fourier, Owen, pour lesquels la tâche de libérer la classe déshéritée des prolétaires revenait aux classes éclairées, Marx voit en la classe ouvrière la seule classe révolutionnaire de la société capitaliste.

C'est ce qui va l'amener à travailler sur son œuvre la plus connue, le Capital, qui étudie les lois fondamentales du développement de la société capitaliste

• L'impact de la commune de Paris

L'expérience de la commune permet de poser la question de la forme politique de la domination de la classe ouvrière.

La classe ouvrière dominait, en fait, mais n'assurait pas à elle seule la direction de la Commune, où figuraient aussi les représentants de la petite bourgeoisie «jacobine», artisanale et intellectuelle.

Les représentants de la classe ouvrière se divisaient eux-mêmes en une majorité de blanquistes et une minorité d'internationaux (Léo Frankel, Eugène Varlin).

Mais, poussée par la nécessité de sa propre survie, la Commune appliqua, dans les faits, une politique révolutionnaire.

³⁰ D Riazanov Marx et Engels page 49

³¹ D Riazanov Marx et Engels page 51

³² D Riazanov Marx et Engels page 55

Dans sa lettre à Kugelmann datée du 12 avril 1871 Marx écrit " *la prochaine tentative révolutionnaire en France ne devra pas, comme cela s'est produit jusqu'ici, faire changer de main l'appareil bureaucratique-militaire, mais le briser. Et c'est la condition préalable de toute véritable révolution populaire sur le continent*".

Dans la « *Guerre civile en France* », il avance que la forme de la commune était une forme politique susceptible d'extension. Le gouvernement de la classe ouvrière est la forme qui permet de réaliser l'émancipation économique du travail. **Autrement dit l'émancipation économique nécessite une forme politique, en rupture radicale avec la machinerie de l'état préexistante, elle réalise même la destruction de cette machine centralisée et hiérarchisée, coupée de tout contrôle populaire.**

Est créée par l'action même des masses,

- une commune agissante et non parlementaire,
- un pouvoir exécutif et législatif, où toutes les fonctions publiques sont placées sous la direction de la commune,
- une représentation par le suffrage des citoyens responsables et révocables, sous contrôle permanent, avec remise en cause des mandats.

C'est en analysant cette vision de la démocratie à l'œuvre dans la commune de Paris qu'il faut aborder les débats sur la dictature du prolétariat qui vont occuper les années suivantes.

La « dictature du prolétariat »

Cette expérience de la commune donne naissance à un nouveau concept, la « *dictature du prolétariat* » : non plus simple stratégie révolutionnaire de conquête du pouvoir, mais *forme politique* spécifiquement prolétarienne, fondée sur l'organisation des producteurs et sur la démocratie de masse (d'où procéderont plus tard des conceptions et des pratiques aussi diverses que le « communisme des conseils », les « soviets » russes, les « conseils de fabrique » turinois en 1919).

Pour Marx, trois grands traits caractérisent cette innovation de la Commune :

– Elle ne se « *contenta pas de prendre telle quelle la machine de l'État et de la faire fonctionner pour son propre compte* », mais entreprit aussitôt de la briser. Alors que Marx, après les révolutions de 1848, avait seulement pu démontrer la nécessité de ce processus, la Commune donnait à ce dernier un contenu en même temps qu'un début de réalisation en jetant les fondements d'un État de dictature du prolétariat. Ce qui signifiait : la « *suppression de l'armée permanente et son remplacement par le peuple en armes* » ; la « *suppression du corps des fonctionnaires et des institutions parlementaires, remplacées par « des ouvriers ou des représentants connus de la classe ouvrière [...], responsables et révocables à tout moment* », assurant leur fonction « *pour des salaires d'ouvriers* » et constituant « *un corps agissant, exécutif et législatif à la fois* ».

La Commune dépouilla ainsi la justice de sa « *feinte indépendance* » (alors que Marx écrivait, à propos du *Préambule des Statuts* de l'Internationale : « *Je fus obligé d'admettre [...] des passages sur le devoir, le droit, la vérité, la morale, et la justice. Il faudra un temps avant que le réveil du mouvement permette l'ancienne franchise de langage* ») et elle put même commencer à « *briser l'outil spirituel de l'oppression* » en s'attaquant à l'organisation matérielle de l'Église et en esquissant une instruction populaire contrôlée par le peuple (et non par l'Église, ou l'État).

– En même temps qu'elle « *trouvait enfin* » la forme politique du gouvernement de la classe ouvrière, qui permet de réaliser l'émancipation économique du travail, la Commune combinait avec sa révolution politique les premières mesures d'expropriation du capital au profit des travailleurs.

– Par sa politique de destruction de l'État bourgeois, qui est le principal agent de leur exploitation, la Commune jette les bases du ralliement de la petite bourgeoisie pauvre et de la paysannerie à la dictature du prolétariat. La justesse de sa politique est démontrée *a contrario* par l'échec de la Commune de Lyon où l'action de Bakounine³ conduit à l'isolement de la classe ouvrière.

Ces leçons de la Commune et l'analyse de sa conjoncture figurent dans les trois *Adresses* rédigées par Marx pour l'Internationale – la première, le 23 juillet 1870; la deuxième, le 9 septembre 1870; la troisième, que l'on connaît sous le titre *La Guerre civile en France*, le 30 mai 1871 –, ainsi que dans sa correspondance avec Kugelmann, puis dans une nouvelle préface de l'édition allemande au Manifeste, celle du 24 juin 1872 :

" Bien que les circonstances aient beaucoup changé au cours des vingt-cinq dernières années, les principes généraux exposés dans ce Manifeste conservent dans leurs grandes lignes, aujourd'hui encore, toute leur exactitude. Il faudrait revoir, çà et là, quelques détails. Le Manifeste explique lui-même que l'application des principes dépendra partout et toujours des circonstances historiques données, et que, par suite, il ne faut pas attribuer trop d'importance aux mesures révolutionnaires énumérées à la fin du chapitre II. Ce passage serait, à bien des égards, rédigé tout autrement aujourd'hui. Etant donné les progrès immenses de la grande industrie dans les vingt-cinq dernières années et les progrès parallèles qu'a accomplis, dans son organisation en parti, la classe ouvrière, étant donné les expériences, d'abord de la révolution de février, ensuite et surtout de la Commune de Paris qui, pendant deux mois, mit pour la première fois aux mains du prolétariat le pouvoir politique, ce programme est aujourd'hui vieilli sur certains points. La Commune, notamment, a démontré que "la classe ouvrière ne peut pas se contenter de prendre telle quelle la machine de l'Etat et de la faire fonctionner pour son propre compte"

Les débats dans la 1^{ère} internationale

• Les statuts

Ils avaient commencé dès la discussion sur le préambule des statuts

« que l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmesque, pour cette raison, l'émancipation économique des travailleurs est le grand but auquel tout mouvement politique doit être subordonné en tant que moyen »

Tous les membres n'interprétaient pas de la même façon ces termes :

« les trade unionistes et les anciens partis anglais voyaient dans cette thèse une protestation contre la tutelle permanente des classes moyennes, une affirmation de la nécessité d'une organisation ouvrière indépendante. Les français, qui étaient alors fortement indisposés contre les intellectuels, estimaient que cette thèse les mettait en garde contre les intellectuels traités, que les ouvriers pouvaient se passer de l'aide de ces derniers. Seuls probablement, les allemands membres de l'ancienne ligue des communistes comprenaient les déductions que comportait cette thèse ³³ »

Le but est l'expropriation des moyens de production mais de quelle façon ce but est-il atteint ? La réponse est claire : la lutte politique est aussi nécessaire que la lutte économique. Mais la lutte politique n'est qu'un moyen, et non le but comme le pensent les bourgeois radicaux.

Marx utilise la formule qu'avaient utilisé les chartistes anglais vingt ans plus tôt, à laquelle les owenistes avaient reproché il n'y avait pas le socialisme dans les 6 points.

Il y eu plus tard un débat avec Bakounine qui soutint que primitivement il n'y avait pas les mots « en tant que moyen » dans les statuts.

Le malentendu viendrait de la traduction de l'anglais au français,

« Lorsqu'on avait traduit le statut en français pour le répandre en France, on avait, dans l'édition légale, supprimé les mots « en tant que moyen ». Le texte français disait « l'émancipation économique des travailleurs est le grand but auquel doit être subordonné tout mouvement politique ». On avait jugé la suppression nécessaire afin de ne pas attirer l'attention de la police, qui surveillait tout mouvement politique chez les ouvriers. Cette dernière, en effet considérait au

³³ D Riazanov Marx et Engels page 157

début les internationalistes français...non pas comme des « politiques », mais comme des « économistes ».... Ce qui aggrava la chose est que la traduction française du statut ainsi dénaturé fut imprimée en suisse française, et de là, répandue dans les pays où le français était le plus en usage, c'est-à-dire en Italie, en Espagne et en Belgique. »³⁴

Conférence de Londres septembre 1871

Elle rediscute des statuts et précise clairement la position des socialistes scientifiques

« *Considérant :*

Que la réaction effrénée réprime par la violence le mouvement émancipateur des ouvriers et cherche par la force brutale maintenir la division en classes et la domination politique des classes dominantes qui en résulte ;

Que cette organisation du prolétariat en un parti politique est nécessaire pour assurer le triomphe de la révolution sociale et de son but final : l'abolition des classes ;

Que l'union des forces ouvrières est déjà obtenue par la lutte économique et doit être également un levier entre les mains de la classe ouvrière dans sa lutte contre le pouvoir politique des exploiters
La Conférence rappelle à tous les membres de l'Internationale que, dans le plan de combat de la classe ouvrière, son mouvement économique et son activité politique sont indissolublement liés. »

• Le débat sur la dictature du prolétariat

quatrième congrès 5-12 septembre 1869 à Bâle

Un nouveau débat pointe, opposant cette fois Marx au courant du russe Bakounine.

Bakounine, l'homme des sociétés secrètes aux ramifications internationales, adhère personnellement à l'Internationale en juillet 1868, comme membre de la Section centrale de Genève.

Le thème majeur qui divise Marx et Bakounine est celui de la stratégie de prise du pouvoir et du devenir de l'État.

Les deux positions veulent la destruction de la société bourgeoise et la révolution sociale, mais sont en désaccord sur les moyens pour arriver à ce but.

Pour Bakounine, il suffit de soulever les intellectuels révolutionnaires et les ouvriers exaspérés par la misère avec un groupe composé d'hommes résolus.

Mais il ne voulait pas entendre parler de la conquête du pouvoir politique par le prolétariat. Il niait toute lutte politique dans la mesure où il estimait qu'elle ne pouvait être menée que sur le terrain de la société bourgeoise existante...

Bakounine propose donc la destruction définitive de l'état dans le processus révolutionnaire, estimant que dans le cours de la révolution, toute la production étant concentrée dans les mains des individus associés, surgit une libre association où le libre développement de chacun est la condition du libre développement de tous, le pouvoir politique doit être détruit, alors même qu'il serait révolutionnaire, en conséquence il faut que le prolétariat agisse en dehors de toutes politique bourgeoise.

Il estime que l'égalité doit s'établir par l'organisation spontanée du travail et de la propriété collective des associations productrices librement organisées et fédéralisées dans les communes, mais non par l'action tutélaire de l'état.

La commune de Paris précipite la rupture entre les deux socialismes.

Bakounine propose la destruction définitive de l'Etat, tandis que Marx souhaite jeter les bases d'un

³⁴ D Riazanov Marx et Engels page 159

État prolétarien dès qu'il en estimera le mouvement ouvrier capable.

Car c'est le moment où Marx et Engels élaborent le concept de « dictature révolutionnaire du prolétariat », partant de la découverte qu'elle représente « la forme politique enfin découverte sous laquelle l'émancipation économique du travail pouvait être réalisée », comme forme nécessaire de l'État révolutionnaire, comme arme contre les ennemis de la révolution.

Ils envisagent donc la conquête de l'état, sous cette forme particulière de « dictature du prolétariat », qui lui permet de se servir de sa suprématie pour arracher le capital à la bourgeoisie, centraliser tous les instruments de production dans les mains de l'Etat.

Les socialistes révolutionnaires doivent donc s'organiser pour s'emparer de la puissance politique des états, et pour détruire l'état bourgeois...

Bakounine refuse toute force d'état : *« Le moyen et la condition sinon le but principal de la révolution, c'est l'anéantissement du principe de l'autorité dans toutes ses manifestations possibles, c'est l'abolition complète de l'état politique et juridique parce que l'état ... est la consécration historique de tous les despotismes, de tous les privilèges, la raison politique de tous les asservissements économiques et sociaux, l'essence même et le centre de toute réaction. Lorsqu'au nom de la révolution on veut faire de l'état ne serait-ce qu'un état provisoire, on fait de la réaction et on travaille pour le despotisme, non pour la liberté ; pour l'institution du privilège contre la liberté ³⁵»*

Selon lui, la dictature du prolétariat prônée par « Marx et ses amis » n'échappe pas à cette fatalité : *« Ils concentreront tous les pouvoirs de gouvernement entre de fortes mains, puisque le fait même de l'ignorance du peuple exige des soins vigoureux et attentifs de la part du gouvernement. Ils créeront une seule banque d'État, concentrant entre ses mains toute l'activité commerciale, industrielle, agricole et même scientifique, et ils diviseront la masse populaire en deux armées, armée industrielle et armée agricole, sous le commandement direct des ingénieurs d'État qui constitueront la nouvelle classe politico-scientifique privilégiée. »*

Congrès de La Haye septembre 1872

Pour la première fois, Marx y participe personnellement (Bakounine n'y était pas)

Le congrès de La Haye septembre 1872 ajoute à la résolution adoptée par la conférence de Londres de l'année précédente la phrase suivante :

*« Comme les possesseurs du sol et du capital profitent toujours de leurs privilèges politiques pour défendre et perpétuer leurs monopoles économiques et asservir le travail, **la conquête du pouvoir politique est le grand devoir du prolétariat** ³⁶ »*

C'est la victoire politique des marxistes sur cette question essentielle.

Marx et Engels, soutenus par la plupart des anciens communards et blanquistes (L. Frankel, E. Vaillant), obtiennent l'approbation de leur théorie du parti et du rôle du politique dans la révolution. Il est ajouté un article 7a aux statuts : *« Dans sa lutte contre le pouvoir collectif des classes possédantes, le prolétariat ne peut agir comme classe qu'en se constituant lui-même en parti politique distinct, opposé à tous les anciens partis formés par les classes possédantes »* (art. 7 a , des Statuts de l'A.I.T.).

Il s'agit de défendre la nécessité de l'organisation de la lutte politique de classe dans l'appareil politique existant, sous la forme d'un parti organisé (les anarchistes veulent l'autonomie des sections locales, Marx exige la reconnaissance de la tendance générale de l'Internationale); pour

³⁵ Bakounine « L'Empire Knouto-Germanique »

³⁶ cité par D Riazanov Marx et Engels page 195 rechercher texte direct.....

l'incorporation des intellectuels révolutionnaires au mouvement ouvrier (les proudhoniens voudraient exclure tous ceux qui ne sont pas des ouvriers manuels)

Le courant animé par Bakounine critique ce socialisme « autoritaire » des conceptions de Marx dans *l'AIT* :

« Prétendre qu'un groupe d'individus, même les plus intelligents et les mieux intentionnés, sont capables de devenir la pensée, l'âme, la volonté dirigeante et unificatrice du mouvement révolutionnaire et de l'organisation économique du prolétariat dans tous les pays, c'est une telle hérésie contre le sens commun et l'expérience historique qu'on se demande avec étonnement comment un homme aussi intelligent que M Marx a pu la concevoir... L'établissement d'une dictature universelle...réglant et dirigeant le mouvement insurrectionnel des masses de tous les pays comme on dirige une machine ... suffirait à lui seul pour tuer la révolution, pour paralyser et fausser tous les mouvements populaires »....l'expérience de la troisième internationale a montré depuis, que si Bakounine forçait sans doute quelque peu la pensée de Marx en lui prêtant une conception aussi « autoritaire », le danger contre lequel il mettait en garde s'est, beaucoup plus tard, matérialisé.³⁷ »

³⁷ Daniel Guérin : *L'anarchisme* (Folio 1981) p 36

6) La fin de l'Internationale

L'écrasement de la Commune eut de très graves conséquences pour l'internationale.

C'est d'abord l'interruption pendant plusieurs années du mouvement ouvrier français, qui n'était plus présent dans l'AIT que par les exilés.

Le mouvement ouvrier allemand avait également été durement éprouvé, Liebknecht et Bebel emprisonnés pour avoir protesté contre l'annexion de l'Alsace et de la Lorraine, la répression contre les lassalliens était également féroce.

En Angleterre, la guerre permit aux capitalistes anglais de faire des bénéfices fabuleux, et de donner une plus grande liberté d'action aux syndicats, d'anciennes lois répressives furent supprimées.

A mesure que l'internationale devenait plus radicale, les dirigeants des trade unions membres du conseil général devenaient plus modérés. Refusant de suivre Marx dans les conséquences de son analyse et rejetant les leçons politiques de la Commune, les représentants du trade-unionisme anglais quittent le Conseil général.

Les caractères spécifiques de l'État en Angleterre, ses traditions de démocratie bourgeoise semblent rendre possible un passage au socialisme de type pacifique. Cependant, répondant en juillet 1871 au correspondant du journal américain *The World*, Marx ne se déclare pas aussi optimiste: «*La bourgeoisie anglaise s'est toujours montrée prête à accepter le verdict de la majorité aussi longtemps que les élections assurent son monopole. Mais soyez sûr que nous aurons affaire à une nouvelle guerre de Sécession, dès qu'elle sera en minorité sur des questions qui soient pour elle d'importance vitale.*» une scission se produisit donc dans la section anglaise.

L'internationale est mise hors la loi en Espagne, ses membres poursuivis au Danemark, en Autriche-hongrie.

Pourtant, la «mort» de l'Internationale fut sa «vie»: c'est par la diffusion de l'analyse de la Commune (*La Guerre civile en France*) que se développa en grande partie le travail politique dans les différents pays européens à partir de 1871. Les ouvrages antérieurs de Marx commencèrent alors à être largement connus et utilisés dans les organisations du prolétariat: en Allemagne, en France, en Russie, en Italie. «*La Ire Internationale avait accompli sa mission historique et cédait la place à une époque de croissance infiniment plus considérable du mouvement ouvrier dans tous les pays, caractérisée par son développement en extension, par la formation de partis socialistes ouvriers de masse, dans le cadre des divers États nationaux*» (Lénine, Karl Marx).